



DÉCLARATION DES ÉLU·E·S DE LA FSU

Au CDEN du Mardi 12 novembre 2024

Monsieur le Préfet,
Madame la Directrice académique,
Madame la Vice-présidente du conseil départemental,

Ce CDEN se tient alors qu'a été nommée en septembre la 4^e ministre de l'Education nationale depuis le début de l'année 2024... les Ministres se succèdent, le Président a dissous l'Assemblée Nationale, et pourtant rien ne change dans la politique rétrograde et délétère du gouvernement. Cette rentrée se place même sous le signe d'une aggravation manifeste avec des annonces, qui, si elles étaient adoptées, seraient catastrophiques : jours de carence supplémentaires, baisse de l'indemnisation des jours d'arrêt pour maladie, confirmation du gel de la valeur du point d'indice, suppression de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat, report de la revalorisation des pensions... Ce gouvernement méprise les fonctionnaires de l'Education Nationale, qui tiennent pourtant l'Ecole à bout de bras, et ses décisions auront comme principale conséquence d'amplifier encore la crise de recrutement dans nos métiers. Notre département est d'ailleurs particulièrement touché par cette crise, puisqu'en fin de semaine dernière il y avait encore une trentaine d'offres d'emplois pour des postes d'enseignant sur le site de recrutement du rectorat, de nombreux élèves eurois n'ont donc pas cours de français, de maths ou d'EPS depuis la rentrée et il manque aussi des assistants et assistantes de service social, des psychologues de l'EN, des agents et agentes de laboratoire, des CPE, etc.

Dans le même temps, le budget d'austérité du gouvernement prévoit la suppression de 4000 postes d'enseignant·es à la rentrée 2025, prétextant une baisse démographique. En effet, le nombre d'élèves va baisser de 97 000... mais ces sept dernières années, alors qu'il y avait 7 400 élèves en plus, ce sont près de 8000 postes qui ont déjà été supprimés. La France possède pourtant les classes les plus chargées d'Europe. La FSU maintient que la baisse démographique doit être considérée comme une chance pour diminuer durablement les effectifs par classe, véritable levier pour faire réussir tous nos élèves.

Au lieu de cela, le gouvernement s'entête dans des dispositifs coûteux et inefficaces : l'Assemblée et le Sénat ont voté mercredi 30 octobre, dans leurs commissions des finances respectives, la suppression du SNU dans le budget de l'Etat. Cela n'empêche pas la porte-parole du gouvernement d'affirmer, le lendemain, qu'il faut maintenir ce dispositif, dont l'expérimentation a déjà duré 5 ans... En outre, malgré une très forte opposition du terrain à la mise en place du Choc des savoirs, la Ministre Anne Genetet annonce ce matin vouloir maintenir les groupes de besoin en 6^e et 5^e, sans qu'aucun bilan officiel n'ait été réalisé : quelle obstination pour des mesures idéologiques qui ne font pas leur preuve, détruisent les emplois du temps et trient lamentablement nos élèves... On a ainsi créé des groupes d'élèves en difficulté dans lequel le tiers des élèves est en situation de handicap. En cas d'absence d'un enseignant de mathématiques ou de français, cette mise en barrette pousse certains chefs d'établissement à faire pression sur les équipes des autres groupes pour accueillir au débotté des élèves n'ayant pas cours, ou encore à contraindre l'éventuel professeur surnuméraire de tous les accueillir. Ce sont des situations de non-sens pédagogiques !

Concernant les AESH la rentrée 2024 a été marquée par une valse des affectations et réaffectations multiples qui ne tiennent que trop peu compte des situations personnelles des AESH. De nombreux élèves avec des notifications d'accompagnement ont vu le nombre d'heures d'accompagnement minimisé ou ne peuvent pas bénéficier d'un accompagnement qui corresponde à leurs besoins. La FSU réaffirme son engagement fort pour une école inclusive qui soit réellement au service de tous les élèves et de tous les personnels.

Du côté des écoles maternelles et élémentaires, la rentrée ne s'est pas faite non plus sous le soleil. La généralisation des évaluations nationales à tous les niveaux est vécue comme une dépossession du métier. Concernant les répartitions des moyens, certaines équipes ont subi des pressions pour mettre en œuvre des modifications d'organisation allant à l'encontre des avis de conseil des maitres. Celles-ci sont incompréhensibles d'autant qu'elles sont au service uniquement d'un affichage afin de rentrer correctement dans les cases d'un tableur.

Concernant les Dotations globales de fonctionnement pour les collèges de l'Eure, la FSU manifeste son inquiétude devant des DGF globalement en baisse de presque 300 000€. Cette année ce sont dix établissements qui subissent une fois de plus un écrêtement, le collège de La Saussaye subit un écrêtement pour la troisième année consécutive. Comment est-ce possible ? D'autant que la convention partenaire qui a été rédigée suite à la loi 3DS prévoit page 5 « qu'un échange soit organisé avec l'EPLÉ lorsque le fonds de réserve au 31/08/N est supérieur au seuil d'écrêtement défini par la collectivité afin d'identifier les mesures de résorption. Mais quand a eu lieu cet échange pour ces dix collèges ? Quel est le seuil en question ? Quelles sont ces mesures de résorption ? Les retours que nous avons de différents collèges ne font état d'aucun échange préalable contrairement à ce que dit la convention et à ce qui avait été dit lors du CDEN de novembre 2023.

De plus cette convention restreint l'utilisation de la DGF aux dépenses de viabilisation, d'entretien courant et aux contrôles et vérifications obligatoires. Pourtant l'article L 213-2 du code de l'éducation prévoit que la collectivité prenne en charge le fonctionnement de l'établissement, or un collège doit aussi fonctionner pédagogiquement, et nous ne parlons pas des projets pédagogiques mais bien du fonctionnement courant qui nécessite l'achat de fournitures, de matériel pédagogique, de livres. Ces achats sont indispensables, mais ils sont pourtant de plus en plus souvent la variable d'ajustement de budgets bien trop serrés.

Enfin nous aimerions savoir ce qu'il en est des huit collèges dont le Conseil d'administration n'a pas signé la Convention partenaire : allez-vous, comme cela nous a été rapporté, les priver de la part élèves ?

Cette rentrée a donc surtout été marquée par une surcharge de travail, par d'importantes lourdeurs administratives et injonctives, par un sentiment de perte de sens de nos métiers et surtout par l'augmentation très inquiétante de la souffrance au travail.

C'est pourquoi nous souhaitons vous lire quelques témoignages d'agentes et d'agents de l'EN de notre département :

« Ce matin, un élève pour qui j'ai déjà fait plusieurs signalements m'a tapé au visage et sur l'épaule avec ses mains. »

« Il nous porte des coups de pied, nous tape et tente de mordre son AESH ». »

« Un enfant a, ce jour encore, donné des coups sans raison aux adultes qui l'encadrent AESH, enseignantes, ATSEM, cela a duré plus de 45 minutes. »

« Ces trois élèves rendent très difficiles les conditions de travail, ma santé physique et mentale commence également à être affectée par cette situation. »

« Un parent m'a expliqué avoir mis la dernière assistante sociale dans son coffre, qu'il avait un casier judiciaire long comme le bras dont : outrage, rébellion, détention d'arme... Il a conclu l'appel téléphonique par une phrase particulièrement explicite : "Si une assistante sociale débarque chez moi, je viens à l'école et je n'ai pas peur de prendre 20 ans." »

« Ce matin donc l'élève était de nouveau en crise, je me suis pris pour la énième fois des coups de pied dans les tibias, je lui apporte son jouet musical qu'il accepte au départ, puis finalement au bout de quelques secondes il repart en crise et me le jette au visage, puis il se jette par terre, je peine à le relever, il me fonce ensuite dessus et me pousse de toutes ces forces. Il se jette sur un banc en salle de motricité qu'il tente de retourner, je m'efforce de l'en empêcher pour sa sécurité et le tire pour le mettre à l'écart de tout objet, puis il se dirige vers

l'échelle de la salle de motricité qu'il escalade n'importe comment, sa tête penche vers le bas, je prends de nouveau peur pour lui et je le porte malgré son poids pour le faire redescendre. Seulement après tous ces combats de force qui vont durer toute la matinée je ressens une douleur au niveau du bras droit qui va se diffuser dans l'après-midi au niveau de mes deux épaules, omoplates et nuque, sans compter les hématomes aux tibias et le coup porté sur mon visage. Je peine à terminer ma journée de travail puisque mon bras me lance sans cesse. »

« D'ici là, je rassemblerai chaque matin ce qu'il me reste de courage et d'énergie pour venir en classe et supporter ma journée en attendant de retrouver une classe qui me rendra le plaisir d'enseigner. »

« Mais face à tout ça, aujourd'hui j'ai juste envie de pleurer. »

Toutes ces phrases ont été extraites des 115 signalements effectués par des enseignants, enseignantes et AESH de notre département dans le registre Santé et Sécurité au Travail au cours de la première période de l'année scolaire 2024-2025

Pour conclure, l'Ecole publique et ses agents vont mal, l'Education Nationale s'enfonce chaque jour davantage dans la crise et les politiques menées l'aggravent au lieu de la résoudre. Si le ministère reste sourd à nos alertes, la FSU saura, comme toujours, prendre ses responsabilités pour défendre le Service Public d'Education. En réponse aux 3 priorités de la Ministre récemment nommée, la FSU oppose les siennes : Sauver l'Ecole Publique ! Sauver l'Ecole Publique ! Sauver l'Ecole Publique !